

Palestine: la résistance populaire met en échec le projet sioniste

par Comité Action Palestine (mai 2016)

Le 14 mai 1948, jour de la « création de l'Etat israélien », est commémorée par les Palestiniens comme la Nakba, la catastrophe. L'idée initiale selon laquelle la Palestine était «une terre sans peuple pour un peuple sans terre» a constitué l'un des plus grands mensonges de l'histoire et a servi de justification à la politique sioniste de colonisation et d'épuration ethnique.

La responsabilité de l'ONU dans l'épuration ethnique en Palestine

Le 29 novembre 1947, l'ONU adopte la Résolution 181 qui recommande la partition de la Palestine. Celle-ci est légitimement refusée par les Palestiniens. Cette résolution est, en réalité, l'acte fondateur de la Nakba. Elle attribue aux Juifs 56 % du territoire palestinien, alors que démographiquement, ils représentent moins du tiers de la population et possèdent jusqu'alors à peine 7 % des terres. La résolution a déblayé la voie aux sionistes : la destruction programmée de plus de 500 villages palestiniens entre 1947 et 1949, selon un plan, dit Dalet, mis en œuvre afin d'accélérer le nettoyage ethnique et de voler des terres. Parmi ces villages détruits, Deir Yassine est le plus symbolique, avec ses 250 habitants massacrés par les forces militaires juives le 9 avril 1948, en prélude à la déportation de l'ensemble des villageois. Cette catastrophe enfin, c'est 800 000 Palestiniens expulsés de leurs terres sans que leur droit au retour ne soit encore reconnu dans les faits. Chassés de leurs terres et niés de tous, les réfugiés palestiniens, qui sont

aujourd'hui 7,2 millions (75% de la population palestinienne), attendent toujours de retourner chez eux.

Depuis son implantation en Palestine, le sionisme n'a jamais eu d'autres buts que le nettoyage ethnique. Terre conquise et non terre promise, telle est la réalité de cette colonisation qui se poursuit quotidiennement depuis plus d'un siècle maintenant.

Les racines historiques de la Nakba

Né au XIXème siècle en Europe centrale, le sionisme a d'abord été la réaction politique d'une petite bourgeoisie juive en butte au racisme engendré par un capitalisme en crise. Longtemps privé de moyens économiques conséquents et de structuration politique, il va gagner en puissance en s'inscrivant dans la logique coloniale et en cherchant des soutiens auprès de l'impérialisme occidental. En effet, la Grande-Bretagne et la France comprennent que le sionisme peut devenir un instrument pour imposer leur propre domination au Proche-Orient. Les accords Sykes-Picot de 1916, par lesquels se trouve planifié dans le plus grand secret le dépeçage de l'Empire ottoman, et, ensuite, la Déclaration Balfour de 1917 expriment clairement la convergence de ces intérêts. C'est donc avec la bénédiction de la France et du Royaume-Uni que la grande bourgeoisie juive apporte son soutien en finançant la colonisation juive en Palestine qui débute dès la fin du XIXème siècle. Totalement absents des calculs d'épiciers de la Grande-Bretagne et de la France, inexistants dans l'ouvrage de Herzl qui ne les nomme jamais, les Palestiniens vont apparaître dans la réalisation effective du plan comme l'obstacle à éliminer, les empêcheurs de coloniser en rond. Tout naturellement, le sionisme exprime de façon spectaculaire, en tant que mouvement colonial européen, l'arrogance propre au racisme occidental : les Arabes ne méritent pas qu'on se soucie d'eux, sauf quand il s'agit de savoir comment s'en débarrasser. Ainsi, c'est par cette jonction de l'impérialisme et de la finance juive qu'a pu

s'opérer la métamorphose de la « question juive » en « question arabe ».

La responsabilité historique de la France dans la Nakba palestinienne

La France a sa part de responsabilité dans la partition de la Palestine et in fine de la création de l'Etat colonial israélien. C'est en effet la France qui a fait basculer le vote onusien de novembre 1947. La position française en faveur du sionisme s'explique par la question coloniale : la France se sent menacée dans son empire colonial et perçoit le futur Etat colonial juif comme un allié stratégique dans son combat contre la Ligue arabe et les mouvements nationalistes. Léon Blum ne déclarera-t-il pas à Vincent Auriol, alors président de la République « *Rien ne serait plus dommageable pour notre domaine d'Afrique du Nord, qu'une marque de débilité de notre part en Palestine. Il faut briser la résistance arabe* ». L'ensemble des partis politiques, y compris le Parti Communiste Français, ainsi que la grande majorité des intellectuels français comme Sartre et Camus se sont aussi fortement mobilisés pour défendre les intérêts de l'Etat sioniste en formation. Rien d'étonnant alors à la collaboration continue de l'Etat français avec l'entité sioniste depuis sa création et aux démonstrations d'allégeance des politiques français, notamment des socialistes. Rien d'étonnant non plus à la criminalisation actuelle de l'antisémitisme et à la mise en œuvre d'une politique ouvertement raciste et discriminatoire envers la population arabo-musulmane parce que sa condition fait d'elle une catégorie contestataire politiquement d'une part et solidaire de la cause palestinienne d'autre part. La récente « initiative française pour la paix » s'inscrit dans cette politique de soutien inconditionnel à l'Etat colonial sioniste car elle vise tout simplement à liquider droits fondamentaux des Palestiniens.

La résistance populaire palestinienne porte des coups décisifs

à l'ennemi sioniste

Des révoltes menées dans la Palestine historique en 1936-1939 par Ezzedine al Qassam à la création d'organisations de libération de la Palestine établies dans les camps de réfugiés en Jordanie, en Syrie ou au Liban ; des Intifadas de 1987 et de 2000 à la victoire de la résistance armée à Gaza en 2009, 2012 et 2014, en passant par la libération de cette partie de la Palestine en 2005, les Palestiniens ont toujours fait preuve d'une détermination sans faille. Depuis quelques mois, la résistance s'est ré-activée avec l'Intifada al-Aqsa. Face à la poursuite de la colonisation et de la répression, aux menaces grandissantes sur les lieux saints et à l'absence de perspectives politiques, un mouvement populaire spontané a pris naissance dans toutes les parties occupées de la Palestine. De manière imprévisible et indépendamment de toutes organisations, les coups portés au cœur de la société coloniale mettent en péril un des fondements existentiels de l'entité sioniste qui est la sécurité du colon. La peur change de camp. En s'attaquant à tous les membres de la société coloniale, les Palestiniens démontrent qu'il n'y pas de différence entre la population et les forces armées gouvernementales. La société israélienne dans son ensemble est coloniale et donc structurellement raciste, violente et oppressive envers les Palestiniens. En exhibant des drapeaux algériens, les résistants palestiniens expriment également qu'ils ont choisi leur objectif, c'est-à-dire la fin du colonialisme juif et la libération totale de la terre arabe de Palestine. Leur combat rejoint celui de tous les peuples colonisés et opprimés.

Dans cette perspective, le combat pour le droit au retour des réfugiés palestiniens se poursuit, et ce malgré toutes les tentatives de liquidation de ce droit. Il signe l'illégitimité de l'Etat sioniste et démontre, qu'après avoir surmonté de multiples attaques, le peuple palestinien, comme les peuples de la région, n'abdiquera pas.

Le Comité Action Palestine œuvre pour la réalisation des droits nationaux du peuple palestinien, c'est-à-dire la libération de la terre arabe de Palestine.

Il réaffirme les quatre principes suivants :

- La condamnation du sionisme comme mouvement politique colonialiste et raciste.
- Le soutien inconditionnel à la résistance du peuple palestinien et à son combat pour son auto-détermination et son indépendance nationale.
- La reconnaissance du droit inaliénable au retour de tous les réfugiés chez eux.
- La libération de tous les résistants emprisonnés.